



Le 10 octobre 2016

Solidaires SYNDICAT NATIONAL
Finances
Publiques

SIE... PAS DE MONDE MEILLEUR EN PERSPECTIVE !

Lors du comité technique de réseau (CTR) qui s'est tenu le 29 septembre 2016, Solidaires Finances Publiques a interpellé la Direction Générale sur les raisons qui la pousse à vouloir étendre à l'ensemble du territoire le schéma d'organisation déconcentrée multi-SIE (SIE prenant à sa charge des missions qu'il assure pour le compte d'un ou de plusieurs autres SIE) ou mono-SIE (suite à fusion, le SIE absorbé se constitue en antenne assurant des missions pour le compte du SIE absorbant).

Ces schémas expérimentés dans onze directions ont pour objectif de faire évoluer le SIE vers le tout automatisé et de mettre un terme au lien de proximité direct qui subsiste encore entre le service et les usagers. Lors du groupe de travail du 1^{er} juillet 2016, Solidaires Finances Publiques avait posé plusieurs questions sur la pérennité du maillage SIE, sur la taille maximale des SIE, mais également la conséquence de la réforme des collectivités locales et du prélèvement à la source pour les agents et pour le service. Aucune réponse n'ayant été apportée à ce GT, nous étions en droit d'attendre des réponses claires lors du CTR. Cela n'a pas été le cas et nous avons décidé en intersyndicale de mettre un terme à la mascarade de dialogue social voulue par le Directeur Général.

**Pour Solidaires Finances Publiques, la coupe est pleine
et il est urgent que l'administration entende
la réalité des SIE.**

Il est urgent qu'elle admette enfin que la dématérialisation menée tambour battant et les vagues de suppressions d'emplois ont eu des effets désastreux sur l'exercice des missions et sur leurs conséquences sur les conditions de vie au travail des agents.

Pour nous joindre : contact@solidairesfinancespubliques.org



Dès à présent, nous devons collectivement exiger que la DGFIP inverse la courbe des moyens... Alors, il faut :

- réimplanter des emplois dans tous les SIE afin qu'ils puissent mener à bien les missions actuelles mais également relever le défi de la mise en œuvre du prélèvement à la source qui se profile à l'horizon et de la réforme des collectivités locales qui est déjà une réalité dans un grand nombre de départements,
- imposer une pause qualité permettant de dresser un bilan des conséquences néfastes des politiques menées par l'administration à ce jour,
- redonner du soutien technique aux SIE, en répondant notamment aux attentes des agents en matière de formation,
- repenser les liaisons entre les services en revoyant notamment l'articulation avec les missions des PCE. PCE qui croulent également sous les charges et qui semblent être les grands oubliés de la DG,
- donner l'accès à internet aux agents pour leur permettre d'exercer leur mission sans tracasseries administratives contre-productives par rapport à la lutte contre la fraude fiscale par exemple,
- que les SIE puissent enfin être en capacité de pouvoir prendre en compte la problématique des modèles U,
- prendre en compte les impacts des organisations de travail et des applicatifs Gespro et RSP sur les conditions de travail,
- détendre la pression sur les objectifs et examiner notamment la pertinence du travail quasi exclusif sur liste,
- recréer un réel climat de confiance au sein des services, ceci s'appuyant sur une approche d'encadrement des équipes privilégiant le soutien et l'écoute à un management par objectif.

**Solidaires Finances Publiques
appelle l'ensemble des agents, à débattre dans
les HMI, s'inscrire dans les actions locales
à partir du 10 octobre et...
être en grève le 15 novembre 2016 !**